ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 12 décembre 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "déterminant les armes faisant partie de l'équipement réglementaire des membres du service d'enquêtes de l'Administration du Comité supérieur de contrôle et fixant les dispositions particulières relatives à la détention, à la garde et au port de ces armes", a donné le 17 décembre 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 12 december 1991 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot bepaling van de wapens die behoren tot de reglementaire uitrusting van de leden van de dienst Enquêtes van het Bestuur van het Hoog Comité van toezicht en tot vaststelling van de bijzondere bepalingen betreffende het voorhanden hebben, het bewaren en het dragen van die wapens", heeft op 17 december 1991 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Premier Ministre peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

I. OBSERVATIONS GENERALES.

1. L'utilisation d'armes à feu par les membres de services de police implique que soient envisagées et réglées séparément différentes hypothèses, à savoir :

- la distribution des armes appartenant à l'Administration, aux agents remplissant les conditions requises;

- la détention des armes;

- le port des armes en service et leur transport;

- l'usage de l'arme sensu stricto (le tir).

Un article distinct devrait être consacré à chacune de ces hypothèses; le schéma suivant est proposé, compte tenu des autres dispositions que requiert l'adoption de l'arrêté ministériel en projet :

- article 1er : de l'armement individuel;
- article 2 : des munitions;
- article 3 : de la formation et des exercices de tir;
- article 4 : de la distribution des armes;
- article 5 : de l'utilisation d'une arme personnelle;
- article 6 : de la détention des armes;
- article 7 : du port des armes et du transport de celles-ci;
- article 8 : de l'usage des armes;
- article 9 : du registre des armes;
- article 10 : disposition abrogatoire.

La terminologie du projet doit également être adaptée de façon à refléter les différentes hypothèses rappelées ci-dessus; il convient, en effet, de distinguer selon que l'arme peut être utilisée (terme générique), confiée à un agent, détenue par celui-ci, portée ou transportée, ou encore selon qu'il en est fait usage.

2. L'arrêté en projet qualifie le revolver et le pistolet visés à l'article 1er d'"armes de service"; il serait plus précis de substituer à cette expression, celle d'"armes à feu", afin de les distinguer des autres armes faisant partie de l'équipement réglementaire de l'agent.

D’une façon plus générale, on constate que les articles 2 à 7 du projet ont été rédigés en fonction essentiellement de l’utilisation des armes à feu, sans qu’il ressorte toujours clairement du texte si ces dispositions s’appliquent ou non aux autres armes faisant partie de l’équipement réglementaire.

Il appartient à l’auteur du projet de spécifier pour chaque disposition si celle-ci est susceptible de s’appliquer ou non aux armes autres que les armes à feu et, le cas échéant, de compléter le projet par des dispositions spécifiques relatives à l’utilisation de ces autres armes : matraques et aérosols à gaz lacrymogène.

L’article 22 de la loi du 3 janvier 1933 et l’article 2 de l’arrêté royal du 12 août 1991 visent, en effet, indistinctement toutes les sortes d’armes, et pas seulement les armes à feu.

3. Il ressort des renseignements communiqués par le délégué du Ministre qu’en ce qui concerne la détention des armes appartenant à l’Administration, une distinction doit être faite selon que l’arme confiée à l’agent peut être détenue de façon permanente par celui-ci qui peut la conserver en son domicile ou selon que l’arme n’est confiée à l’agent que de façon temporaire, pour l’exécution d’une mission déterminée. Ces hypothèses doivent être expressément réglées dans l’arrêté en projet.

L'article 2 de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à la détention et au port d'armes par les services de l'autorité ou de la force publique (I) implique, en effet, que l'arrêté en projet arrête toutes les dispositions particulières relatives notamment à la détention et à la garde des armes.

Le projet devrait également être complété par une disposition consacrée à la restitution de l'arme en cas d'absence prolongée de l'agent ou, s'agissant d'une dotation temporaire, à la fin de la mission justifiant la détention de l'arme (1).

De même, l'arrêté en projet devrait régler spécialement l'hypothèse du transport des armes qui ne se confond ni avec la détention ni avec le port d'une arme; il devrait à tout le moins y être expressément prévu que lors de déplacements ne relevant pas de l'exécution de missions

---

(1) Instruction n° 549 du 14 mai 1990 du directeur général du Comité supérieur de contrôle, page 2, § 6.

pour lesquelles le port est autorisé, l'arme est transportée déchargée et sous emballage (1).

4. Un texte sera proposé ci-après pour l'ensemble du projet.

II. OBSERVATIONS PARTICULIERES.

PREAMBULE.

1. Les alinéas 2, 3 et 4 visent des textes qui ne constituent pas le fondement de l'arrêté en projet et doivent, par conséquent, être omis.

2. L'alinéa 6, devenant l'alinéa 3, serait mieux rédigé comme suit :

"Vu l'avis conforme du Ministre de la Justice, donné le 3 décembre 1991;".

DISPOSITIF.

---

(1) Ibid., page 2, § 7.

Article 1er
(article 1er du texte proposé).

Il y aurait lieu de distinguer ce qui fait spécifiquement partie de l'armement individuel de l'agent et ce qui relève de la catégorie plus large de l'équipement réglementaire. Les règles en projet ne se conçoivent que pour les "armes", ressortissant à la première catégorie.

Article 2
(article 4, alinéa 2, et article 9 du texte proposé).

1. L'expression "ainsi que son type d'affectation" n'est pas claire; un alinéa distinct devrait être consacré aux mentions qui, dans le registre, sont relatives à l'affectation de l'arme selon que celle-ci est ou non confiée, de façon soit permanente soit temporaire, à un agent.

2. L'alinéa 2 trouverait mieux sa place dans la disposition relative à la distribution des armes appartenant à l'Administration.

Article 3
(article 5 du texte proposé).

Le texte devrait spécifier qu'il ne s'applique qu'aux armes à feu.

Il appartient au Ministre de rendre applicables certaines des conditions prévues par l'article 5, alinéa 2, du projet, à la personne qui sollicite l'autorisation d'utiliser une arme personnelle.

Article 4
(article 2 du texte proposé).

Le texte français devrait préciser, comme dans la version néerlandaise, que l'exclusion porte sur les autres types de munitions et non sur l'Administration qui fournit celles-ci.

Article 5
(articles 3 et 4 du texte proposé).

1. Dans le texte français de l'alinéa 1er, les mots "fondée sur" et "à l'instruction à la manipulation d'armes" doivent être remplacés par "attesté par" et "à la formation au maniement des armes"; de plus, les mots "de défense" sont inutiles et doivent donc être omis.

2. L'alinéa 2 doit faire l'objet d'une disposition spécifique consacrée à la distribution des armes. L'adjectif "adéquate" est imprécis et est, dans le texte proposé, remplacé, à la lumière des explications données par le délégué du Ministre, par "pratique et complète".

Article 6
(articles 7 et 8 du texte proposé).

1. L'article 6, alinéa 1er, du projet est la seule disposition relative au port d'une arme. Cette disposition est ambiguë dans la mesure où elle ne permet pas

de déterminer si l'administrateur général n'est habilité qu'à arrêter individuellement les cas dans lesquels l'arme peut être portée ou, au contraire, s'il s'agit d'une délégation du pouvoir réglementaire. Il ressort des explications données par le délégué du Ministre que c'est la seconde solution qui est envisagée par l'auteur du projet.

2. Il résulte de l'article 22, alinéa 2, de la loi du 3 janvier 1933, que les règles contenues dans celle-ci ne trouvent pas à s'appliquer aux agents de l'autorité ou de la force publique uniquement lorsque ceux-ci portent "en service" une arme faisant partie de leur équipement réglementaire.

Il s'ensuit que :

> "L'expression "en service" ne peut s'appliquer qu'au temps pendant lequel l'agent doit se consacrer d'une manière déterminée à l'exercice de sa fonction en vertu du règlement de service auquel il est soumis ou en exécution d'ordres de l'autorité à laquelle il est hiérarchiquement subordonné.
>
> La loi n'autorise manifestement pas une interprétation qui dépasserait les limites ainsi fixées et qui permettrait à l'agent de porter son arme d'équipement en tout temps et tous lieux, sous le prétexte que des circonstances particulières pourraient l'amener à

intervenir spontanément en dehors de ses heures de service et en l'absence de tout ordre positif" (1).

(1) R.P.D.B., complément, tome II, V° Armes, p. 47, n° 90.

D’un autre côté, l’article 2, alinéa 1er, de l’arrêté royal du 12 août 1991 dispose que l’exception prévue par l’article 22, alinéa 2, de la loi du 3 janvier 1933 n’est applicable au corps des enquêteurs du Comité supérieur de contrôle qu’après que l’autorité compétente aura arrêté, entre autres, les dispositions particulières relatives au port des armes.

En vertu de l’alinéa 2 de l’article 2 de l’arrêté royal du 12 août 1991, cette compétence est exercée par le Ministre qui a le service concerné dans ses attributions, à savoir le Premier Ministre pour le corps des enquêteurs du Comité supérieur de contrôle (article 44 de l’arrêté royal du 29 juillet 1970 portant règlement organique du Comité supérieur de contrôle).

Il s’ensuit, d’une part, que le Premier Ministre doit arrêter, dans le respect du principe énoncé par l’article 22, alinéa 2, de la loi du 3 janvier 1933, des dispositions particulières relatives au port des armes pour que le régime d’exception puisse être appliqué au corps des enquêteurs et que, d’autre part, il doit les arrêter lui-même, parce que l’arrêté royal du 12 août 1991, qui n’a pas été soumis à l’avis de la section de législation du Conseil d’Etat, ne l’habilite pas à déléguer cette compétence à l’un des fonctionnaires du Comité.

L’article 6, alinéa 1er, du projet doit, en conséquence, être remplacé par une disposition indiquant les critères généraux permettant de déterminer les missions dont l’exécution requiert le port d’une arme.

3. L’alinéa 2 de l’article 6 du projet gagnerait à faire l’objet d’un article distinct formulé de façon plus précise. Un texte est proposé qui s’inspire de l’article 9 de l’arrêté royal du 24 mai 1991 relatif aux armes utilisées par les membres du personnel des entreprises de gardiennage et des services internes de gardiennage (article 8 du texte proposé).

Article 7.

Les dispositions contenues dans l’article 7 du projet sont insérées, dans le texte proposé, aux articles 3, alinéa 2, ou 6, § 2, selon qu’elles ont trait à la formation des agents ou à la détention des armes.

Article 8
(article 10 du texte proposé).

L’arrêté ministériel du 8 mars 1972, qui devrait être cité avec son intitulé exact, n’a pas été publié au Moniteur belge, n’a pas été soumis à l’avis de la section de législation du Conseil d’Etat - alors que son préambule ne vise pas l’urgence - et il émane d’une autorité incompétente, à défaut d’habilitation expresse par le Roi.

Dans ces conditions, son illégalité manifeste justifie davantage un retrait ex tunc qu’une abrogation.

Article 9.

Aux termes de l'article 9 du projet, "le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1991".

Cet effet rétroactif viole l'article 2 de l'arrêté royal du 12 août 1991 qui, pour que le régime d'exception prévu par l'article 22 de la loi du 3 janvier 1933 puisse être appliqué au corps des enquêteurs du Comité supérieur de contrôle, exige que l'autorité compétente arrête préalablement les dispositions relatives à l'armement individuel des agents et à la détention, à la garde ainsi qu'au port des armes.

L'article doit, en conséquence, être omis.

III. PROPOSITION DE TEXTE.

"Article 1er.-

L'armement individuel des agents affectés au service d'enquêtes de l'Administration du Comité supérieur de contrôle en application de l'article 16 de l'arrêté royal du 10 juin 1991 relatif à la carrière des enquêteurs du Comité supérieur de contrôle et aux conditions d'accès au grade de jurisconsulte au même comité, comprend, pour l'accomplissement des missions de police judiciaire qui leur incombent en tant que membres de ce service, une arme à feu, un aérosol à gaz lacrymogène (gaz C.S.), ainsi qu'une matraque d'une longueur de 30 à 45 cm maximum.

L’arme à feu est soit un revolver de calibre 38 spécial dont le canon a une longueur ne dépassant pas ... (1), soit un pistolet de calibre 9 x 19 mm, dont le canon a une longueur ne dépassant pas 120 mm.

Pour l’accomplissement des mêmes missions de police judiciaire, l’équipement réglementaire des agents visés à l’alinéa 1er comprend également une paire de menottes, un brassard et le nécessaire d’entretien ainsi que l’étui de l’arme à feu.

Article 2.-

L’arme à feu portée en service est chargée des munitions suivantes fournies par l’Administration du Comité supérieur de contrôle, à l’exclusion de tout autre type de munitions :

(... la suite comme au projet).

Article 3.-

Tout agent visé à l’article 1er est tenu, sauf dispense pour un motif de santé attesté par un certificat médical, de participer régulièrement, d’une part, à la formation au maniement des armes et, d’autre part, aux exercices de tir organisés au moins bimestriellement.

---

(1) Dans la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure et dans son arrêté royal d’exécution du 14 septembre 1970, le "pouce" n’est pas retenu comme unité de mesure légale. Il convient donc de convertir "3 pouces" en unité de longueur équivalente exprimée en cm ou en mm.

L’agent se sert, à cette fin, soit de l’arme qui lui a été confiée par l’Administration, soit de l’arme personnelle qu’il a été autorisé à utiliser conformément à l’article 5.

Article 4.-

Peuvent seuls se voir confier une arme à feu pour l’exercice de leurs fonctions, les agents qui sont suffisamment entraînés au maniement de cette arme, qui ont une connaissance pratique et complète des consignes relatives à l’utilisation d’une arme en service, en particulier des règles ayant trait à la légitime défense, et qui sont jugés aptes par l’administration général ainsi que par les moniteurs de tir à détenir et à porter une telle arme, ainsi qu’à en faire au besoin usage.

Les armes à feu qui ne sont pas confiées à un agent sont entreposées dans un coffre-fort au siège de l’Administration du Comité supérieur de contrôle.

Article 5.-

L’agent visé à l’article 1er, qui est propriétaire d’une arme à feu mentionnée dans cet article et qui est titulaire, pour cette arme, d’un permis de port d’arme, peut, à sa demande, être autorisé par l’administrateur général à utiliser cette arme comme arme de service dans l’accomplissement des missions de police judiciaire qui lui incombent en tant que membre du service d’enquêtes.

... (texte à compléter conformément à l'observation qui a été formulée au sujet de l'article 3 du projet).

L'arme est préalablement soumise à l'agrément des moniteurs de tir.

Article 6.-

§ 1er. (Doit être insérée ici une disposition spéciale relative à la détention des armes à feu confiées aux agents, en distinguant la détention "permanente" de celle qui n'est que temporaire; devrait également être réglée, la restitution de l'arme en cas d'absence ou de congé de l'agent ou, le cas échéant, à la fin de la mission).

§ 2. L’agent qui détient une arme (1) appartenant à l’Administration, en a la garde.

Il est tenu de la conserver dans un lieu sûr, hors de portée des tiers, lorsqu’il ne la porte ni ne la transporte, de même qu’il en assure l’entretien, notamment le nettoyage après les exercices de tir.

Il la présente sans délai à l’inspection des agents désignés à cette fin par l’administrateur général (et il la restitue à toute demande de celui-ci ou d’un des agents compétents (2)).

§ 3. L’agent qui est autorisé à utiliser une arme personnelle conformément à l’article 5, veille au bon entretien de celle-ci et il la présente sans délai à l’inspection des agents compétents.

Article 7.-

L’arme à feu ne peut être portée en service que lorsque l’exécution de la mission le requiert (à compléter par l’indication des critères généraux permettant de déterminer les missions dont l’exécution requiert le port d’une arme; cfr l’observation relative à l’article 6 du projet).

---

(1) Il conviendrait de précise s’il s’agit d’une arme à feu.

(2) Sous réserve de l’insertion au paragraphe 1er, d’une disposition réglant de façon générale les cas où l’agent est tenu de restituer l’arme qui lui a été confiée en application de l’article 4.

(Seront ici insérées les dispositions éventuelles relatives au transport de l'arme à feu appartenant à l'Administration).

Article 8.-

Tout tir au moyen d'une arme à feu, en dehors des exercices de tir, doit, dans un délai de (trois jours ouvrables) être signalé à l'administrateur général sous la forme d'un rapport circonstancié.

Article 9.-

Il est tenu, par un agent désigné à cette fin par l'administrateur général, un registre dans lequel chaque arme (1) est identifiée par sa nature, sa marque, son modèle, son type, son calibre et son numéro de série.

Une mention spéciale portée dans le registre indique, pour chaque arme distribuée, l'agent auquel elle est confiée et précise si elle l'est de façon permanente ou temporaire.

Article 10.-

L'arrêté ministériel du 8 mars 1972 autorisant les enquêteurs du Comité supérieur de contrôle à porter une arme de défense dans l'exercice de leurs fonctions, est rapporté".

---

(1) Il convient de préciser s'il s'agit d'une arme à feu.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Eerste Minister in aanmerking kan nemen als hij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Het gebruik van vuurwapens door de leden van politiediensten houdt in dat verscheidene gevallen afzonderlijk worden overwogen en geregeld, te weten :

- de uitreiking, aan de personeelsleden die aan de gestelde voorwaarden voldoen, van wapens die aan het Bestuur toebehoren;

- het voorhanden hebben van de wapens;

- het dragen van de wapens tijdens de dienst, en het vervoer ervan;

- het gebruik sensu stricto van het wapen (het schieten).

Voor elk van die gevallen moet in een onderscheiden artikel worden voorzien; het volgende schema wordt voorgesteld, rekening houdend met de overige bepalingen die vereist zijn voor de goedkeuring van het ontworpen ministerieel besluit :

- artikel 1 : individuele bewapening;
- artikel 2 : munitie;
- artikel 3 : opleiding en schietoefeningen;
- artikel 4 : uitreiking van de wapens;
- artikel 5 : gebruik van een persoonlijk wapen;
- artikel 6 : het voorhanden hebben van de wapens;
- artikel 7 : het dragen van de wapens en het vervoer ervan;
- artikel 8 : gebruik van de wapens;
- artikel 9 : wapenregister;
- artikel 10 : opheffingsbepaling.

De terminologie van het ontwerp moet eveneens worden aangepast, zodat de verschillende voornoemde gevallen worden weergegeven; er moet immers een onderscheid worden gemaakt naargelang het wapen mag worden gebruikt (verzamelterm), aan een personeelslid worden toevertrouwd, bij dat personeelslid voorhanden mag zijn, door het personeelslid mag worden gedragen of vervoerd, en naargelang ervan gebruik wordt gemaakt.

2. De revolver en het pistool, omschreven in artikel 1, worden in het ontworpen besluit "dienstwapen" genoemd; het zou nauwkeuriger zijn deze term te vervangen door de term "vuurwapen", ten einde ze te onderscheiden van

de overige wapens die deel uitmaken van de voorgeschreven uitrusting van het personeelslid.

Meer algemeen kan worden vastgesteld dat de artikelen 2 en 7 van het ontwerp voornamelijk uit het oogpunt van het gebruik van vuurwapens geredigeerd zijn, en dat niet altijd even duidelijk uit de tekst blijkt of die bepalingen al dan niet van toepassing zijn op de overige wapens die deel uitmaken van de voorgeschreven uitrusting.

Het staat aan de steller van het ontwerp om voor iedere bepaling te preciseren of zij al dan niet toepasselijk is op andere wapens dan de vuurwapens, en ook om in voorkomend geval het ontwerp aan te vullen met specifieke bepalingen betreffende het gebruik van de andere wapens, namelijk gummistokken en spuitbussen met traangas.

Artikel 22 van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende het voorhanden hebben en het dragen van wapens door de diensten van het openbaar gezag of van de openbare macht (I) betreffen immers zonder onderscheid alle soorten wapens, en niet alleen de vuurwapens.

3. Uit de inlichtingen, verstrekt door de gemachtigde van de Minister, blijkt dat met betrekking tot het voorhanden hebben van wapens die aan het Bestuur toebehoren, een onderscheid moet worden gemaakt naargelang het perso-

neelslid het hem toevertrouwde wapen permanent voorhanden mag hebben, zodat het personeelslid het wapen in zijn woonplaats mag bewaren, of dat wapen slechts tijdelijk aan het personeelslid wordt toevertrouwd, voor het vervullen van een bepaalde opdracht. Die gevallen moeten uitdrukkelijk in het ontworpen besluit worden geregeld.

Artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 houdt immers in dat het ontworpen besluit alle bijzondere bepalingen betreffende onder meer het voorhanden hebben en het bewaren van de wapens vaststelt.

Het ontwerp moet eveneens worden aangevuld met een bepaling die de teruggave van het wapen regelt in geval van langdurige afwezigheid van het personeelslid, of, in geval van een tijdelijke terbeschikkingstelling van het wapen, aan

het eind van de opdracht die het voorhanden hebben ervan wettigt (1).

Zo ook moet het ontworpen besluit inzonderheid het geval regelen van het vervoer van de wapens, dat niet mag worden verward met het voorhanden hebben of het dragen van een wapen; in het besluit moet ten minste worden bepaald dat wanneer het wapen verplaatst wordt, doch niet in het kader van de uitvoering van taken waarvoor het dragen ervan is toegestaan, dat wapen ontladen en ingepakt wordt vervoerd (2).

4. Voor het geheel van het ontwerp wordt hierna een tekst voorgesteld.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Het zou beter zijn het woord "reglementaire" te vervangen door het woord "voorgeschreven".

Aanhef.

---

(1) Onderrichting nr. 549 dd. 14 mei 1990 van de directeur-generaal van het Hoog Comité van Toezicht, blz. 2, § 6.

(2) Ibid., blz. 2, § 7.

1. Het tweede, het derde en het vierde lid verwijzen naar teksten die niet de rechtsgrond vormen van het ontworpen besluit en moeten derhalve vervallen.

2. Het zou beter zijn het zesde lid, dat het derde lid wordt, als volgt te stellen :

"Gelet op het gelijkluidend advies van de Minister van Justitie, verstrekt op 3 december 1991;".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1 (artikel 1 van de voorgestelde tekst).

Er dient een onderscheid te worden gemaakt tussen wat specifiek deel uitmaakt van de individuele bewapening van het personeelslid en wat behoort tot de ruimere categorie van de voorgeschreven uitrusting. De ontworpen regels zijn alleen van toepassing op de "wapens", welke tot de eerste categorie behoren.

Artikel 2 (artikel 4, tweede lid, en artikel 9 van de voorgestelde tekst).

1. De uitdrukking "evenals aan de hand van de bestemming" is niet duidelijk; voor de vermeldingen die in het register betrekking hebben op de bestemming van het wapen, naargelang het al dan niet permanent of tijdelijk

toevertrouwd wordt aan een personeelslid, moet in een onderscheiden lid worden voorzien.

2. Het zou beter zijn het tweede lid op te nemen in de bepaling betreffende de uitreiking van de wapens die aan het Bestuur toebehoren.

Artikel 3 (artikel 5 van de voorgestelde tekst).

In de tekst moet nader worden bepaald dat het artikel alleen van toepassing is op de vuurwapens.

Het komt aan de minister toe om bepaalde voorwaarden, gesteld in artikel 5, tweede lid, van het ontwerp, toepasselijk te maken op diegene die de toestemming vraagt om een persoonlijk wapen te gebruiken.

Artikel 4 (artikel 2 van de voorgestelde tekst).

In de Franse tekst dient gepreciseerd te worden dat de uitsluiting betrekking heeft op de overige types van munitie, doch niet op het Bestuur dat deze wapens bezorgt.

Artikel 5 (artikelen 3 en 4 van de voorgestelde tekst).

1. Het eerste lid van artikel 5 moet als volgt worden gesteld :

"Ieder personeelslid bedoeld in artikel 1 moet, behoudens vrijstelling om gezondheidsredenen gestaafd door een geneeskundige verklaring, geregeld deelnemen aan de opleiding in het hanteren van de wapens, alsook aan de schietoefeningen, die ten minste om de twee maanden worden georganiseerd".

2. In het tweede lid moet voorzien worden in een specifieke bepaling betreffende de uitreiking van de wapens. Het adjectief "afdoende" is onduidelijk en wordt in de voorgestelde tekst, in het licht van de toelichtingen verstrekt door de gemachtigde van de Minister, vervangen door "praktische en volledige".

Artikel 6 (artikelen 7 en 8 van de voorgestelde tekst).

1. Artikel 6, eerste lid, van het ontwerp is de enige bepaling die betrekking heeft op het dragen van een wapen. Die bepaling is in zoverre dubbelzinnig dat niet kan worden uitgemaakt of de administrateur-generaal slechts gemachtigd is om de gevallen individueel te bepalen waarin het wapen mag worden gedragen, dan wel of het daarentegen een delegatie van verordeningsbevoegdheid betreft. Uit de toelichtingen verstrekt door de gemachtigde van de Minister blijkt dat de steller van het ontwerp de tweede oplossing op het oog heeft.

2. Uit artikel 22, tweede lid, van de wet van 3 januari 1933 blijkt dat de regels die daarin vervat zijn geen toepassing vinden op de ambtenaren van het openbaar gezag of van de openbare macht, alleen wanneer dezen een wapen dat tot hun voorgeschreven uitrusting behoort "in dienst" bij zich hebben.

Op basis hiervan komt men tot de volgende slotsom :

> "L'expression "en service" ne peut s'appliquer qu'au temps pendant lequel l'agent doit se consacrer d'une manière déterminée à l'exercice de sa fonction en vertu du règlement de service auquel il est soumis ou en exécution d'ordres de l'autorité à laquelle il est hiérarchiquement subordonné.
>
> La loi n'autorise manifestement pas une interprétation qui dépasserait les limites ainsi fixées et qui permettrait à l'agent de porter son arme d'équipement en tout temps et tous lieux, sous le prétexte que des circonstances particulières pourraient l'amener à

intervenir spontanément en dehors de ses heures de service et en l'absence de tout ordre positif" (1).

Bovendien wordt in artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 bepaald dat de door artikel 22, tweede lid, van de wet van 3 januari 1933 ingestelde uitzondering eerst geldt ten aanzien van het korps van enquêteurs van het Hoog Comité van Toezicht wanneer de bevoegde overheid onder meer de bijzondere bepalingen betreffende het dragen van wapens heeft vastgesteld.

Krachtens het tweede lid van artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991, wordt die bevoegdheid uitgeoefend door de minister die de betrokken dienst onder zijn bevoegdheid heeft, namelijk de Eerste Minister voor het korps van de enquêteurs van het Hoog Comité van Toezicht (artikel 44 van het koninklijk besluit van 29 juli 1970 houdende organiek reglement van het Hoog Comité van Toezicht).

Hieruit volgt, enerzijds, dat de Eerste Minister, met inachtneming van het in artikel 22, tweede lid, van de wet van 3 januari 1933 gehuldigde beginsel, bijzondere bepalingen moet vaststellen met betrekking tot het dragen van wapens, opdat de uitzonderingsregeling van toepassing zal kunnen zijn op het korps van de enquêteurs en dat hij ze anderzijds zelf moet vaststellen, omdat het koninklijk besluit van 12 augustus 1991, dat niet ter fine van advies

---

(1) R.P.D.B., Complément, deel II, V° Armes, blz. 47, nr. 90.

is voorgelegd aan de afdeling wetgeving van de Raad van State, hem er niet toe machtigt deze bevoegdheid op te dragen aan een van de ambtenaren van het Comité.

Artikel 6, eerste lid, van het ontwerp moet bijgevolg worden vervangen door een bepaling waarin de algemene criteria worden aangegeven aan de hand waarvan kan worden bepaald voor de uitvoering van welke taken het dragen van een wapen noodzakelijk is.

3. Het zou beter zijn dat het tweede lid van artikel 6 van het ontwerp wordt opgenomen in een afzonderlijk artikel dat duidelijker wordt geformuleerd. Er wordt een tekst voorgesteld waarvoor artikel 9 van het koninklijk besluit van 24 mei 1991 betreffende de wapens die worden gebruikt door de personeelsleden van bewakingsondernemingen en interne bewakingsdiensten model staat (artikel 8 van de voorgestelde tekst).

Artikel 7.

De bepalingen vervat in artikel 7 van het ontwerp worden in de voorgestelde tekst ingevoegd in artikel 3, tweede lid, of artikel 6, § 2, naargelang zij betrekking hebben op de opleiding van de personeelsleden of op het voorhanden hebben van de wapens.

Artikel 8 (artikel 10 van de voorgestelde tekst).

.../...

Het ministerieel besluit van 8 maart 1972, dat met zijn juiste opschrift zou moeten worden aangehaald, is niet bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad, is niet ter fine van advies voorgelegd aan de afdeling wetgeving van de Raad van State (hoewel in de aanhef ervan geen sprake is van dringende noodzakelijkheid) en gaat uit van een overheid die bij gebreke van een uitdrukkelijke machtiging door de Koning, onbevoegd is.

In die omstandigheden moet het wegens de duidelijke onwettigheid ervan eerder worden ingetrokken ex tunc, dan opgeheven.

Artikel 9.

Luidens artikel 9 van het ontwerp, heeft "dit besluit ... uitwerking met ingang van 1 oktober 1991".

Die terugwerking geschiedt met schending van artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 augustus 1991 dat, wil de uitzonderingsregeling waarin artikel 22 van de wet van 3 januari 1933 voorziet worden toegepast op het korps van de enquêteurs van het Hoog Comité van Toezicht, vereist dat de bevoegde overheid van te voren de bepalingen vaststelt betreffende de individuele bewapening van de personeelsleden en betreffende het voorhanden hebben, het bewaren en het dragen van de wapens.

Het artikel moet bijgevolg vervallen.

TEKSTVOORSTEL.

"Artikel 1.

De individuele bewapening van de personeelsleden die met toepassing van artikel 16 van het koninklijk besluit van 10 juni 1991 betreffende de loopbaan van de enquêteurs van het Hoog Comité van toezicht en de voorwaarden voor benoeming tot de graad van jurisconsult bij hetzelfde Comité, tot de dienst Enquêtes van het Bestuur van het Hoog Comité van Toezicht behoren, omvat ter uitvoering van de taken van gerechtelijke politie die hun als lid van deze dienst Enquêtes worden opgedragen, een vuurwapen, een spuitbus met traangas (CS-gas) en een gummistok met een lengte van 30 tot maximaal 45 cm.

Het vuurwapen is hetzij een revolver van kaliber .38 speciaal, waarvan de loop maximaal ... lang is (1), of een pistool van kaliber 9 x 19 mm, waarvan de loop maximaal 120 mm lang is.

De voorgeschreven uitrusting van de in het eerste lid bedoelde personeelsleden omvat, voor de uitvoering van dezelfde taken van gerechtelijke politie, tevens een paar handboeien, een armband en benodigdheden voor het onderhoud van het vuurwapen alsmede de holster ervan.

Artikel 2.

Het vuurwapen dat in dienstverband wordt gedragen, wordt geladen met de volgende munitie die door het Bestuur van het Hoog Comité van Toezicht met uitsluiting van enig ander type munitie wordt bezorgd : (voorts zoals in het ontwerp).

Artikel 3.

Ieder personeelslid bedoeld in artikel 1 moet, behoudens vrijstelling om gezondheidsredenen gestaafd door een geneeskundige verklaring, geregeld deelnemen aan de opleiding in het hanteren van de wapens, alsook aan de

---

(1) In de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen en in het uitvoeringsbesluit van 14 september 1970 wordt de "duim" niet als wettelijke meeteenheid in aanmerking genomen. De maat "3 duim" moet bijgevolg worden omgezet in een gelijkwaardige lengteëenheid uitgedrukt in cm of mm.

schietoefeningen, die ten minste om de twee maanden worden georganiseerd.

Het personeelslid bedient zich daartoe van het wapen dat hem door het Bestuur is toevertrouwd of van het persoonlijke wapen dat hij overeenkomstig artikel 5 mag gebruiken.

Artikel 4.

Alleen aan die personeelsleden die voldoende geoefend zijn in het hanteren van een vuurwapen, die een praktische en volledige kennis bezitten van de richtlijnen met betrekking tot het gebruik van een wapen in dienstverband, met name van de regels inzake wettige zelfverdediging, en die door de administrateur-generaal en door de schietinstructeurs geschikt bevonden worden om een dergelijk wapen voorhanden te hebben en te dragen en er zo nodig gebruik van te maken, mag een vuurwapen worden toevertrouwd ter uitvoering van hun taken.

De vuurwapens die niet aan een personeelslid worden toevertrouwd, worden opgeborgen in een brandkast ten kantore van het Bestuur van het Hoog Comité van Toezicht.

Artikel 5.

Het in artikel 1 bedoelde personeelslid dat eigenaar is van een in dat artikel vermeld vuurwapen en in het bezit is van een vergunning tot het dragen van dat wapen, kan op eigen verzoek van de administrateur-generaal

toestemming krijgen om dat wapen als dienstwapen te gebruiken bij de uitoefening van de taken van gerechtelijke politie die het opgedragen krijgt als lid van de dienst Enquêtes ... (de tekst moet worden aangevuld overeenkomstig de opmerking die met betrekking tot artikel 3 van het ontwerp is geformuleerd).

Het wapen wordt vooraf ter goedkeuring voorgelegd aan de schietinstructeurs.

Artikel 6.

§ 1. (Hier moet een bijzondere bepaling worden ingevoegd betreffende het voorhanden hebben van de vuurwapens die aan de personeelsleden worden toevertrouwd, waarbij een onderscheid dient te worden gemaakt tussen het permanent en het tijdelijk voorhanden hebben; hierin zou ook een regeling moeten worden getroffen voor de teruggave van het wapen in geval van afwezigheid of verlof van het personeelslid of in voorkomend geval aan het einde van de taak).

§ 2. Het personeelslid dat een aan het Bestuur toebehorend wapen (1) voorhanden heeft, heeft het in bewaring.

Wanneer hij het niet draagt of vervoert alsook wanneer hij het onderhoudt, met name bij het schoonmaken na de schietoefeningen, moet hij het op een veilige plaats buiten het bereik van derden bewaren.

Hij toont het dadelijk aan de personeelsleden die door de administrateur-generaal worden aangewezen om de wapens te inspecteren (en hij bezorgt het terug op ieder verzoek van de laatstgenoemde of van een van de bevoegde personeelsleden) (2).

§ 3. Het personeelslid dat toestemming krijgt om een persoonlijk wapen te gebruiken overeenkomstig artikel 5, zorgt ervoor dat het goed wordt onderhouden en toont het dadelijk bij inspectie door bevoegde personeelsleden.

Artikel 7.

Het vuurwapen kan alleen in dienstverband worden gedragen wanneer de uitvoering van de taak zulks vereist

---

(1) Er zou moeten worden verduidelijkt of het om een vuurwapen gaat.

(2) Onder voorbehoud dat er in paragraaf 1 een bepaling wordt ingevoegd die in het algemeen regelt in welke gevallen het personeelslid het wapen dat hem met toepassing van artikel 4 is toevertrouwd, moet terug-geven.

(aanvullen met de algemene criteria aan de hand waarvan kan worden bepaald bij de vervulling van welke taken een wapen moet worden gedragen; zie de opmerking bij artikel 6 van het ontwerp).

(Hier worden eventueel de bepalingen ingevoegd met betrekking tot het vervoer van het vuurwapen dat aan het Bestuur toebehoort).

Artikel 8.

Van elk schot dat buiten de schietoefeningen met een vuurwapen wordt afgevuurd, moet binnen een termijn van (drie werkdagen) in de vorm van een omstandig verslag kennis worden gegeven aan de administrateur-generaal.

Artikel 9.

Een door de administrateur-generaal aangewezen personeelslid houdt een register bij waarin elk wapen (1) wordt beschreven aan de hand van de aard, het merk, het model, het type, het kaliber en het serienummer ervan.

In het register wordt voor elk wapen dat wordt uitgereikt speciaal vermeld aan welk personeelslid het wordt toevertrouwd en gepreciseerd of het permanent of tijdelijk wordt toevertrouwd.

Artikel 10.

Het ministerieel besluit van 8 maart 1972 waarbij de enquêteurs van het Hoog Comité van Toezicht wordt toegestaan bij de uitoefening van hun ambt een verweerwapen te dragen, wordt ingetrokken".

---

(1) Er dient te worden verduidelijkt of het om een vuurwapen gaat.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. M. QUINTIN, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J. JAUMOTTE, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. QUINTIN, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J. JAUMOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.